Q. Quels sont en outre les devoirs et les pouvoirs de chacun des comités, catholique et protestant ?

R. Ils peuvent révoquer tous certificats ou brevets de capacité accordés par tout bureau d'examineurs à un instituteur, ou accordés par le surintendant à un étudiant de toute école normale, pour cause de mauvaise conduite comme instituteur, d'immoralité ou d'intempérance.

Q. Comment peut se faire cette révocation et quels sont les procédés à suivre pour y arriver ?

R. Cette révocation ne peut avoir lieu, à moins qu'une accusation par écrit ne soit faite par une personne portant plainte, ou sur le rapport d'un inspecteur d'école soumis par le surintendant au comité qu'il appartient, ni à moins que cette accusation ne soit parfaitement prouvée. Cette accusation peut être renvoyée *in limine*, si le comité est d'opinion que l'accusation est de nature à ne pas exiger une enquête. Si le comité décide que l'accusation est d'une nature et d'un caractère assez graves pour exiger une enquête, le secrétaire fait alors signifier à l'instituteur, par un huissier, une copie de l'accusation, accompagnée d'un avis de la part du comité, le sommant d'être et de comparaître, soit en personne, ou par procureur, devant le comité à tels jour et heure que le comité fixe, pour répondre à l'accusation portée contre lui. Si l'instituteur nie l'accusation, le comité devra immédiatement ou à un jour subséquent, procéder à recevoir la preuve orale ou par écrit que chaque partie a à offrir. Le comité peut aussi nommer un ou deux commissaires pour prendre les témoignages, quand les parties résident à une grande distance. Le ou les commissaires donnent avis aux parties de l'époque où elles auront à produire leurs témoins, assermentent les témoins, prennent leurs témoignages et les